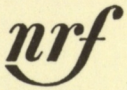
JEAN-PAUL SARTRE

SITUATIONS, VIII

autour de 68



GALLIMARD

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.

© Éditions Gallimard, 1972.

I

Viêt-nam : le tribunal Russell

Extrait de la publication

Extrait de la publication

« IL N'Y A PLUS DE DIALOGUE POSSIBLE »

JEAN-PAUL SARTRE. — Il s'agit de savoir si, oui ou non, nous allons donner dans le plus beau panneau que les propagandes aient jamais inventé. Que disent les Américains? Qu'ils intensifient la guerre au Viêt-nam, qu'ils bombardent le Nord, qu'ils utilisent le gaz au Sud, pour permettre une négociation. Dans l'énormité, c'est assez impressionnant. Car, réfléchissez, qu'est-ce que cela veut dire? On fait toujours la guerre pour aboutir à la paix, évidemment. A *une* paix. Celle qu'on choisit. A *une* négociation. Celle qu'on veut imposer. Or, le problème, c'est bien de savoir si l'on cherche un règlement que l'on suppose acceptable par l'adversaire ou si l'on veut détruire cet adversaire pour que ses successeurs acceptent un règlement qui soit une capitulation. Le gouvernement de Washington déclare : attendons un signe de bonne volonté du Viêt-nam du Nord. Il faut traduire : attendons que le Viêt-nam du Nord s'avoue vaincu, nous supplie d'arrêter les bombardements, et promette de ne plus aider le Viêt-cong. En clair cela veut dire que les Américains sont pour l'extension de la guerre. Il faut le comprendre. C'est urgent. Après l'avoir compris il faut en

tirer des conclusions. C'est ce que j'ai fait.

Bien sûr, il y a des Américains qui comprennent, qui condamnent cette politique et qui manifestent contre elle. Ce sont eux qui me reprochent d'avoir annulé les conférences que je devais prononcer le mois prochain aux États-Unis. J'avais été invité il y a un an par l'université Cornell, de l'État de New York. L'une des universités les plus anciennes, les plus sérieuses aussi des États-Unis. J'y aurais rencontré de nombreux amis.

Ce sont des professeurs de Cornell qui ont envoyé récemment au président Johnson une lettre ouverte dénonçant sa politique au Viêt-nam et qui ont organisé une marche de protestation dans la petite ville voisine d'Ithaca. J'avais accepté l'invitation. D'abord en raison de la qualité de cette université. Ensuite parce que je constatais le développement, aux États-Unis, d'une minorité agissante, sympathique, qui participait aux côtés des Noirs à la lutte contre les discriminations raciales. A Cornell, je me serais senti parfaitement bien.

A l'époque, les Américains faisaient déjà la guerre au Viêt-nam, c'est vrai. Mais cette guerre n'avait pas encore le caractère qu'elle a pris depuis un mois. Quand les États-Unis ont décidé de soutenir le gouvernement Diem, en 1954, après la défaite des Français, c'était évidemment pour s'assurer des positions stratégiques en Extrême-Orient. Mais on peut dire qu'à ce moment-là, ils se sont plutôt fourrés dans un guêpier que rendus complices d'une dictature. Et puis ils ont été pris au piège. La situation n'a cessé de se dégrader, d'année en année, et ils se sont trouvés de plus en plus coincés. On aurait même pu sympathiser avec eux si on les avait

Extrait de la publication

vus tenter de sortir de ce guêpier en cherchant des solutions sur lesquelles un gouvernement sud-vietnamien démocratiquement élu pût être d'accord.

Au lieu de cela, lorsqu'il est devenu évident que les soubresauts de cette dictature ne correspondaient qu'à des rivalités de personnes au sein d'une clique corrompue et que le régime était détesté par l'ensemble du peuple vietnamien, ils ont refusé d'en tirer les conséquences et choisi ce que j'appellerai une attitude de « diversion ». Tenus en échec par le F.N.L. dans le Sud, ils ont porté leurs coups contre un pays voisin.

Militairement, cela n'a aucun sens parce que cela ne peut pas leur permettre de remporter la victoire dans le Sud. Le commandement américain lui-même estime que 10 à 20 % seulement des armes et des munitions du F.N.L. lui parviennent du Viêt-nam du Nord. A supposer même qu'une barrière infranchissable soit dressée entre le Nord et le Sud, la combativité du F.N.L. n'en serait pas sérieusement diminuée. Cela impliquerait simplement pour lui un changement de tactique et l'intensification de ses efforts pour se procurer des armes là où il en prend déjà beaucoup : dans les unités de l'armée gouvernementale sud-vietnamienne.

Politiquement, l'agression contre le Nord est une ignominie qui modifie le caractère même de la guerre.

« Le Nouvel Observateur ». — *C'est une différence quantitative. Les opérations sont étendues à d'autres cibles, avec d'autres moyens, mais l'objectif reste le même.*

— Justement pas. A partir d'un certain point, comme chacun sait, la quantité se change en

qualité. Les bombardements du Nord ont donné à la guerre que les Américains font là-bas un nouveau visage. Ils représentent un saut qualitatif irréversible dans la mesure où ils mettent brutalement en évidence le fait que les structures de la société américaine reposent sur l'impérialisme.

Jusque-là, la situation au Viêt-nam avait un aspect politiquement et moralement positif en ce sens que le Viêt-cong était en train de gagner et que la position américaine devenait de plus en plus intenable. Il était possible, pour un Européen, de se rendre aux États-Unis parce qu'on avait l'impression qu'une période de reflux impérialiste s'amorçait et que les Américains commençaient à se rendre compte de l'absurdité de leur politique.

Les bombardements ont tout changé. A partir de là, je me suis rendu compte que les Américains n'avaient rien compris et qu'il ne pouvait y avoir de langage commun entre eux et nous. Ils me disent : venez discuter avec nous. Mais il n'y a pas de discussion possible si l'on n'accepte pas d'abord — ce que la plupart des hommes de gauche américains eux-mêmes ne sont pas prêts à faire — de mettre en question l'ensemble de la politique impérialiste américaine, non seulement au Viêt-nam mais en Amérique du Sud, en Corée, dans tout le tiers monde, et si l'on n'admet pas que cette politique ne pourra changer qu'avec un bouleversement complet des structures de la société américaine. Pour un intellectuel européen solidaire du tiers monde, il est aujourd'hui impossible de solliciter du département d'État un visa pour se rendre aux États-Unis. S'il y va, et quoi qu'il dise là-bas, les gens du tiers monde le condamneront, parce

qu'on ne va pas chez l'ennemi. La réaction de mes amis cubains est à cet égard significative. Il y a quelques mois, ils me disaient : « Allez aux États-Unis, bien sûr, et parlez de Cuba. » Depuis les bombardements du Viêt-nam du Nord, ils me disent tous : « Qu'est-ce que vous iriez faire là-bas? »

— *Ce n'est pas le département d'État qui vous a invité mais des intellectuels qui font justement partie de cette « minorité agissante » dont vous parliez tout à l'heure. Ce que vous auriez pu dire là-bas aurait été reproduit par la presse et aurait fait un certain bruit.*

— A qui aurais-je parlé? J'aurais fait cinq conférences dans une université, devant un public d'étudiants et de professeurs. Il n'y aurait pas eu un véritable dialogue, puisqu'ils auraient été, dans l'ensemble, d'accord avec moi. Il se serait trouvé là quelques gens de droite, bien sûr, qui auraient été charmants et qui auraient dit — vous connaissez le *fair play* américain — : « Il a bien le droit de donner son avis. » Certains journaux auraient publié des extraits de mes conférences — dix lignes par-ci, vingt lignes par-là — et puis ce serait tout. Cela ne ferait pas une ride à la surface de la vie politique américaine. En revanche, on pourrait dire que Sartre, « prix Nobel » entre guillemets, est venu discuter calmement, aux États-Unis, entre gens qui se respectent, de la politique américaine au Viêt-nam. C'est ce que je ne veux pas.

Je vais faire une comparaison. Imaginons que Faulkner, prix Nobel sans guillemets, ait été invité à faire des conférences dans un certain nombre d'universités françaises au plus fort de la guerre d'Algérie, en 1957, par exemple. Et

Extrait de la publication

supposons qu'il soit venu au moment de Sakiet. Je vous demande : quelle importance sa voix aurait-elle eue? Quelques journaux auraient publié des passages de ce qu'il aurait dit, peut-être atténués, et la plupart des gens auraient pensé, dans la France passionnée d'alors : « De quoi se mêle cet étranger? S'il accepte de venir chez nous, de quel droit condamne-t-il notre politique? De toute façon, les Américains n'ont pas de leçons à nous donner, avec leurs colonies cachées comme Porto-Rico... » Vous pouvez être sûrs que les gens auraient réagi de cette façon. La protestation de Faulkner aurait été désamorcée d'avance. Pourquoi? Parce qu'en venant chez nous, il aurait accepté l'ensemble du système dans lequel s'inscrivait la politique française en Algérie.

— *Il reste que c'est aux Américains qu'il faut essayer d'ouvrir les yeux sur le Viêt-nam. Cette gauche américaine très embryonnaire, qui n'a pratiquement pas de tribune dans la presse, vous l'auriez aidée en lui prêtant, sur place, votre voix.*

— Le problème n'est pas de savoir si je l'aiderais plus ou moins en allant là-bas. En vérité, je ne peux pas l'aider du tout. Parce que son poids politique, malheureusement, est nul. Ce n'est pas elle qui imposera des négociations. Pas plus que la gauche française, qui était beaucoup plus forte, n'a obtenu par ses pressions la négociation en Algérie. L'affaire s'est jouée entre trois partenaires : de Gaulle, l'armée et le F.L.N., appuyé par la population algérienne des villes. Nous, nous avons souvent manifesté dans les rues. C'était notre rôle parce que nous étions Français. Cela a servi à montrer aux Algériens qu'il y avait tout de même une minorité française qui considérait cette guerre comme

Extrait de la publication

inique mais reconnaissons que nous n'avons pas obtenu de résultats réels. Objectivement, notre opposition n'a servi à rien.

Aux États-Unis aussi il y a une opposition. Elle est de plus en plus active. D'une certaine façon, ce qu'elle fait dans la lutte contre le racisme demande beaucoup plus de force et de courage que n'en demandait aux Français la lutte contre la guerre d'Algérie, même quand ils aidaient directement le F.L.N. Aller dans le Sud pour participer à une marche des Noirs, c'est risquer le lynchage et la mort. Deux étudiants blancs du Nord ont été tués l'été dernier au Mississippi. Un pasteur et une jeune femme l'ont été il y a quelques jours en Alabama. Pourtant, il y a de plus en plus de Blancs prêts à courir ce risque. Ils y mettent un courage étonnant.

Leur action n'est certainement pas vaine dans la mesure où ils contraignent les Américains à prendre conscience de l'oppression raciste qui existe dans leur propre pays. Des centaines de Noirs ont été tués, dans le Sud. Cela n'a jamais fait grand bruit. Mais qu'une jeune femme blanche, qu'un pasteur blanc soient assassinés, c'est autre chose. Rappelez-vous que les gens ont été très sensibles, en France, au témoignage d'Henri Alleg, parce qu'il était le premier Français dont nous savions avec certitude qu'il avait été torturé. Les gens avaient fini par admettre que les musulmans le soient, mais un Français, ça leur a fait quelque chose.

Dans leur lutte, les antiracistes américains ont d'ailleurs l'appui — au moins en paroles — du gouvernement. Il y a là un phénomène d'équilibre qu'on observe souvent aux États-Unis : quand le gouvernement durcit sa politique impé-

Extrait de la publication

rialiste à l'extérieur, il se montre plus libéral, à l'intérieur, sur le plan racial. Aujourd'hui la mobilisation de l'opinion publique pour la lutte antiraciste, encouragée par le gouvernement, sert Johnson en détournant l'attention de ce qu'il fait au Viêt-nam.

C'est pourquoi les Américains qui prennent directement position contre la politique des États-Unis au Viêt-nam sont beaucoup moins nombreux que ceux qui participent à la lutte antiraciste. Ils forment une toute petite minorité d'intellectuels sinon tous politisés, du moins « moralisés », qui comprennent l'absurdité politique et l'ignominie de ce que leur pays fait au Viêt-nam. Ceux-là sont totalement impuissants. L'un d'eux m'a écrit : « *Alors, si vous ne venez pas, si vous coupez toute communication, c'est que vous nous considérez comme des damnés de la terre!* » Je pense en effet qu'un homme de gauche américain qui a une vision claire de sa situation, qui se voit isolé dans un pays entièrement conditionné par les mythes de l'impérialisme et de l'anticommunisme, je pense que cet homme-là, auquel je rends hommage, est un damné de la terre. Il désapprouve totalement la politique qu'on fait en son nom et son action est totalement inefficace, en tout cas dans l'immédiat.

— *S'il doit y avoir un jour une transformation de la politique américaine, il faudra pourtant bien qu'elle vienne de l'intérieur.*

— Cela dépend. Dans le domaine racial, certainement. Une pression s'exerce déjà et elle a donné des résultats. Elle est le fait des Noirs, bien sûr, mais aussi des Blancs qui commencent à se battre avec eux, et l'opinion publique est de plus en plus sensibilisée à ce problème. Il faudra

Extrait de la publication

peut-être vingt, trente ans pour que la situation raciale se normalise à peu près aux États-Unis. Mais le mouvement ne s'arrêtera pas, parce que les Noirs ne se laisseront plus jamais oublier.

Nous ne pouvons non plus apporter aucune aide aux antiracistes américains. Si quelqu'un arrive de l'extérieur pour déclarer que « *le racisme, c'est très mal* », cela ne sert rigoureusement à rien. La société américaine a produit ses mythes et son idéologie, c'est à partir de ces mythes et de cette idéologie — et contre eux — que devra se former une nouvelle pensée américaine. Ce n'est pas d'Europe qu'elle viendra.

Le cas du Viêt-nam est très différent. D'abord, c'est dans les trois mois qu'il faut agir. Or il est impensable, à l'heure actuelle, que les forces de gauche américaines réussissent à modifier une politique qui, encore une fois, est commandée par des structures très profondes. La sensibilisation de l'opinion américaine ne peut être provoquée que par une crise aiguë : désastre militaire, menace grave de guerre mondiale. La seule façon que nous ayons de contribuer à cette sensibilisation, c'est de marquer une condamnation brutale, globale de la politique américaine au Viêt-nam et d'essayer de provoquer là où c'est possible — c'est-à-dire en Europe — des protestations.

— *Certains journaux ont dit que vous condamniez plus volontiers les Américains que les Soviétiques.*

— A s'en tenir aux faits, c'est un simple mensonge. J'ai condamné, avec Merleau-Ponty, dans ma revue *Les Temps modernes*, les camps de travail staliniens, au moment où leur existence a été démontrée. J'ai violemment condamné l'intervention soviétique à Budapest dans une

Extrait de la publication

interview pour *L'Express* dont l'essentiel a été reproduit dans la plupart des quotidiens.

De toute manière, cette accusation est absurde. Nous ne sommes pas des pasteurs et il ne s'agit pas de répartir également les accusations et les blâmes ni de faire le même nombre de sermons moraux à l'Est et à l'Ouest. Il faut savoir de quel côté l'on est, sans perdre de vue que l'appréciation critique est un devoir de l'intellectuel.

Si le gouvernement américain, reconnaissant l'erreur des gouvernements qui l'ont précédé, avait retiré du Viêt-nam ses experts militaires et ses soldats, je n'aurais pas été le dernier à l'approuver et à penser que quelque chose commençait à changer aux États-Unis. C'est le contraire qui s'est produit : les structures économiques et sociales des États-Unis rendaient le pire, sinon sûr, du moins le plus probable, et c'est le pire qui est arrivé. En fait, l'intervention américaine au Viêt-nam du Nord doit être comprise dans l'ensemble de la politique extérieure des États-Unis.

L'enjeu n'est pas seulement le Viêt-nam. Si les Américains étaient chassés de Saigon, cela aurait bien sûr des répercussions dans tout le tiers monde et cela impliquerait à terme des troubles en Amérique latine. Le but est bien de maintenir par la force l'ensemble du système d'oppression.

J'ai été aux États-Unis autrefois. J'y ai eu des amis. Mais ce n'était pas la même chose. L'Amérique sortait de la guerre et même si je n'approuvais pas tout ce que j'y voyais, ce n'était pas pareil. Aujourd'hui il s'agit d'un acte d'agression net, cynique, caractérisé, sans justification ni même alibi sérieux. Et puis je voudrais dire que d'une façon générale il ne faut pas considérer l'Amérique comme le centre du monde. Elle est

la plus grande puissance du monde? Soit. Mais attention. Elle est loin d'en être le centre. Quand on est Européen on a même le devoir de ne pas la considérer comme le centre, on doit porter ses regards, manifester son intérêt, prouver sa solidarité avec tous les Vietnamiens, les Cubains, les Africains, tous les amis du tiers monde qui accèdent à l'existence et à la liberté et qui prouvent chaque jour, précisément, que la plus grande puissance du monde est incapable d'imposer ses lois, qu'elle est la plus vulnérable, et que le monde ne l'a pas choisie pour centre de gravité. Les États-Unis évolueront bien sûr, lentement, très lentement, mais davantage si on leur résiste que si on leur adresse des sermons.

Le Nouvel Observateur, *1er avril 1965.*

UN AMÉRICAIN ÉCRIT A SARTRE

Comme le lui faisait remarquer votre enquêteur, ce ne sont pas les États-Unis qui ont invité M. Sartre à leur rendre visite. Parlons net : M. Sartre (et je le dis à mon grand regret) n'est guère connu chez nous — parlez-nous de Maurice Chevalier, de Brigitte Bardot, mais Sartre? S'il était venu, la grande masse des journaux n'aurait pas retenu les informations de presse relatives à son séjour.

Ce n'est donc pas l' « Amérique » qu'intéressait cette visite. M. Sartre avait été invité, à titre privé, par un groupe d'universitaires à faire une série de conférences sur un sujet soit littéraire, soit philosophique. Je pense avoir assez pratiqué M. Sartre pour comprendre son point de vue : pour un écrivain engagé, il ne saurait être question de conférences littéraires, alors que le sort du monde est en jeu.

Seulement voilà : M. Sartre me semble avoir une façon un peu spéciale d'envisager l'engagement. Il reconnaît qu'il existe aux États-Unis « *une minorité agissante* », centrée sur (ou soutenue par) des universités telles que celle qui l'avait invité. Il avoue y avoir de nombreux amis. Il leur concède du courage. Mais il a tout

Extrait de la publication

de même fini par les laisser tomber pour protester contre ceux avec qui « *il n'y a plus de dialogue possible* » mais lesquels — comme dans tout dialogue de sourds qui se respecte — ne sont pas en mesure de l'entendre.

Pourquoi M. Sartre a-t-il préféré opposer son refus à ceux qui ignorent jusqu'à son nom plutôt que de venir donner son appui à ceux, parmi lesquels, nous dit-il, « *je me sentirais parfaitement bien* ». Il n'y a qu'une réponse possible. M. Sartre a voulu rester pur. « *Un homme comme moi* » déclare-t-il, ne va pas « *chez l'ennemi; les gens du tiers monde* (me) *condamneraient* »; « *que diraient mes amis cubains?* » Il s'en est passé du temps depuis Hoederer qui avait les mains sales « jusqu'au coude ». Aujourd'hui, son créateur assagi, pondéré, a préféré un geste qui, bien qu'il offense « *la minorité agissante* », lui permet de faire bonne figure ailleurs.

C'est dommage. Nous aurions aimé que M. Sartre vienne partager son pain spirituel avec nous. Nous aurions aimé entendre ce qu'il avait à nous dire sur Flaubert ou Kant. Pour nous, voyez-vous, cela aurait représenté une forme d'engagement. On s'engage à parler à des « amis » et, à la dernière minute, parce que ces amis se trouvent être dans un pays dont on n'approuve pas la politique gouvernementale, on se rend compte qu'il y a d'autres amis qui ne comprendraient peut-être pas. Et pourtant, parce qu'on se comprend soi-même et ses propres raisons, on se dit tant pis (ou quelque chose de plus sartrien) et on y va quand même. Et on parle de Flaubert ou de Kant, et on explique pourquoi, même alors que le sort du monde se joue, il y a tout de même lieu d'en parler. Et il se trouve que dans le public il y a un étudiant (« de

Extrait de la publication

droite » comme vous dites) qui entrevoit, peut-être pour la première fois, des lueurs sur l'éthique, la responsabilité, la fraternité humaine. Évidemment, un étudiant ce n'est pas beaucoup quand on peut dire bien fort « non » à un tas de sourds (et quelques amis) mais devant plusieurs millions de Français.

M. Sartre nous dit qu'il a été aux États-Unis autrefois et il s'en excuse. « *Ce n'était pas la même chose. L'Amérique sortait de la guerre et même si je n'approuvais pas tout ce que je voyais, ce n'était pas pareil.* » Cela semble surtout tautologique. Clarifions. Et figurez-vous d'abord que c'est exactement pareil : les « amis » que Sartre a pu y rencontrer en 1947 y sont encore; les « salauds » aussi; ce ne sont pas les actes d'un gouvernement comme celui des U.S.A. qui changent l'individu — pas plus que M. Sartre n'a été changé (bien que responsable) par Sakiet. Mais si changement il y a, c'est parce que d'autres ont continué de rendre vivante la pensée d'un écrivain ou d'un philosophe; s'est-il trouvé un Américain de plus, ici ou là, pour se poser des questions?

D'ailleurs la situation est autrement complexe que le permettraient de croire les distinctions un peu simplistes de M. Sartre. Parler, par exemple, « *des hommes de gauche américains* » qui ne sont pas près « *de mettre en question l'ensemble de la politique impérialiste américaine* », c'est nous voir d'un œil vraiment trop français. Si M. Sartre voyageait et regardait un peu plus généreusement, il saurait que ces idées sclérosées « de droite » ou « de gauche » sont l'héritage d'un XIXe siècle européen qui n'a pas été dévolu aux États-Unis. (C'est bien pour cela qu'il aurait pu parler de confiance à des étudiants — et des

Extrait de la publication

Extrait de la publication

JEAN-PAUL SARTRE

Situations, VIII

Ce volume contient des articles et des interviews sur la politique qui résument l'activité de Jean-Paul Sartre entre 1965 et 1970. On y trouve des textes sur le Vietnam et le Tribunal Russell; sur la politique en France et en particulier sur mai 1968; sur l'affaire Geismar; sur Israël et le monde arabe. Enfin des conférences et une interview dans lesquelles Sartre cherche à préciser la notion d'intellectuel.

nrf

72 - I

Extrait de la publication